



# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES [CCAP]**

## **MAITRE D'OUVRAGE**

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MARTINIQUE  
50, RUE ERNEST DEPROGE  
B.P. 478 – 97241 FORT-DE-FRANCE CEDEX

## **OBJET DU MARCHE**

CONTRAT DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE CLIMATISATION ET DE VENTILATION DE  
SKILLFOR CAMPUS

Approuvé par le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique

Fort de France, le 28 mai 2025

<b>1</b>	<b>OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DES PRESTATIONS	3
1.2	TRANCHES ET LOTS	3
1.3	FORME DU MARCHÉ	3
1.4	DURÉE DU MARCHÉ	3
1.5	MONTANT DU MARCHÉ	3
1.6	IDENTIFICATION DES PARTIES	4
1.6.1	Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique	4
1.6.2	- Déclaration de sous-traitance en cours de marché	4
1.7	FORME DES NOTIFICATION DES DECISIONS OU DES INFORMATIONS	4
<b>2</b>	<b>DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>5</b>
3.1	ORDRES DE SERVICE	5
3.2	LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
3.3	DELAI D'EXECUTION	5
3.4	PROLONGATION DE DELAI	5
3.5	MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	6
<b>4</b>	<b>CADRE JURIDIQUE</b>	<b>6</b>
4.1	CONFIDENTIALITE ET SECURITE	6
4.2	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	6
4.3	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	6
4.4	RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	6
4.5	RECUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE	6
4.6	LES OBLIGATIONS LEGALES	7
<b>5</b>	<b>PENALITES</b>	<b>7</b>
<b>6</b>	<b>OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES ADMISSION</b>	<b>9</b>
<b>7</b>	<b>GARANTIE</b>	<b>9</b>
7.1	GARANTIE TECHNIQUE	9
7.2	PROLONGATION DE LA GARANTIE TECHNIQUE	9
<b>8</b>	<b>PRIX</b>	<b>9</b>
8.1	CONTENUE ET FORME DES PRIX	9
8.2	VARIATION DES PRIX	10
<b>9</b>	<b>CONDITIONS DE REGLEMENT DES PRESTATIONS</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
9.1	MODALITES DE PAIEMENT	10
9.2	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
9.3	PAIEMENTS	11
9.4	PAIEMENT DES COTRAITANTS	11
9.5	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	11
<b>10</b>	<b>AVANCES</b>	<b>11</b>
<b>11</b>	<b>DELAI DE PAIEMENT</b>	<b>12</b>
<b>12</b>	<b>MODIFICATION DU MARCHÉ</b>	<b>12</b>
<b>13</b>	<b>FORMATION</b>	<b>13</b>
<b>14</b>	<b>UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE</b>	<b>14</b>
<b>15</b>	<b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>14</b>
<b>16</b>	<b>GESTION DES DECHETS</b>	<b>14</b>
<b>17</b>	<b>RESILIATION DU MARCHÉ</b>	<b>14</b>
<b>18</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES</b>	<b>15</b>
<b>19</b>	<b>DROIT, LANGUE, MONNAIE</b>	<b>15</b>
<b>20</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>15</b>
<b>21</b>	<b>DEROGATION AU C.C.A.G</b>	<b>16</b>

## **1 OBJET ET CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE**

### **1.1 OBJET DES PRESTATIONS**

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

**Contrat de maintenance des systèmes de climatisation et de ventilation  
Du site de SKILLFOR CAMPUS**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.2 TRANCHES ET LOTS**

Les prestations ne sont pas divisées en lots.

### **1.3 FORME DU MARCHE**

La présente consultation est un appel d'offres soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Les prestations de maintenances préventives et correctives, les produits consommables et petites fournitures ainsi que l'astreinte dont les libellés et les spécifications techniques sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations complémentaires non comprises dans le forfait sont traitées selon le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) du présent marché.

### **1.4 DUREE DU MARCHE**

Le marché commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée fixée à douze (12) mois.

Il est renouvelable deux (02) fois par tacite reconduction pour une période de douze (12) mois, sans que la durée dépasse 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité du contrat. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction

Pour les prestations hors forfait, les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

### **1.5 MONTANT DU MARCHE**

Le montant du marché est fixé au paragraphe B de l'acte d'engagement.

Le montant du marché est composé :

1. D'un montant global et forfaitaire annuel pour les maintenances préventives et correctives, les produits consommables et petites fournitures ainsi que l'astreinte selon les indications du CCTP
2. De prix unitaires forfaitaires pour les prestations hors forfait pour lesquelles des bons de commandes seront émis sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

## **1.6 IDENTIFICATION DES PARTIES**

### **1.6.1 Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique**

Le marché est conclu entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques.

### **1.6.2 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire joint, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant :

- une attestation sur l'honneur du sous-traitant par laquelle il affirme qu'il ne tombe pas (ou que la société pour laquelle il intervient ne tombe pas) sous le coup des interdictions aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du Code du travail ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- les justifications des capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

## **1.7 FORME DES NOTIFICATION DES DECISIONS OU DES INFORMATIONS**

D'après les articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou électronique des parties.

L'envoi d'un courrier électronique avec accusé-réception est un moyen conforme de notification.

## **2 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'Engagement et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) : dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021 (C.C.A.G FCS) ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

## **3 CONDITIONS D'EXECUTION**

### **3.1 ORDRES DE SERVICE**

Les ordres de service sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

### **3.2 LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont exécutées dans le lieux suivant :

**Pôle Consulaire de Formation SKILLFOR CAMPUS**

### **3.3 DELAI D'EXECUTION**

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont précisées dans le CCTP

### **3.4 PROLONGATION DE DELAI**

Les dispositions de l'article 13.3 du C.C.A.G FCS sont applicables

### **3.5 MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

Il n'est pas remis de moyens appartenant au pouvoir adjudicateur au titulaire.

## **4 CADRE JURIDIQUE**

### **4.1 CONFIDENTIALITE ET SECURITE**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur se conforment aux obligations de confidentialité et de sécurité indiqués à l'article 5 du C.C.A.G- FCS. Le titulaire est tenu en outre au respect des obligations énoncées ci-dessous :

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance au cours de l'exécution de sa prestation, et à empêcher la diffusion à des tiers de quelque information dont lui-même et ses préposés peuvent avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché (En particulier les informations visées par l'article 9 du Code Civil et la loi informatique et libertés n° 7817 du 6 janvier 1978).

### **4.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G FCS, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

### **4.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **4.4 RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES**

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

### **4.5 RECUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, la CCI Martinique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations, sans que la décision du pouvoir adjudicateur ait à être justifiée.

En cas de faute de service, la CCI Martinique peut exiger le départ immédiat de l'agent concerné. Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne peut prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

#### **4.6 LES OBLIGATIONS LEGALES**

Pendant la durée du marché, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences et actes de son personnel et de celles découlant de l'utilisation de son matériel.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Les personnels du titulaire demeurent à tous égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le prestataire de service garantit la CCI Martinique contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes assurances nécessaires. Les assureurs du prestataire renonceront à tout recours contre la CCI Martinique qui aura la qualité d'assuré dans les contrats souscrits par le prestataire.

En cas d'interruption imprévue du service même partielle, le prestataire doit immédiatement aviser la CCI Martinique afin de prendre les mesures nécessaires.

#### **Obligation du personnel du titulaire sur les sites d'exécution de la prestation**

- Le titulaire devra désigner un responsable contrat qui sera l'interlocuteur de la CCI Martinique. Cet interlocuteur ou son délégataire préalablement désigné, en cas d'astreinte, devra pouvoir être joint à tout moment. Il assurera l'encadrement de son personnel et de ses sous-traitants éventuels.
- Le titulaire garantit l'intégrité et la probité de son personnel.  
Le personnel doit en effet faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des agents de la CCI Martinique.  
Le titulaire s'engage à rembourser le montant des vols ou des détériorations dus à la malveillance ou à la maladresse de son personnel, soit directement, soit par l'intermédiaire de sa compagnie d'assurance avec laquelle il aura conclu une police à cet effet .

### **5 PENALITES**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14-1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes seront appliquées :

Prestations	Délais (sauf accord de la CCI Martinique)	Pénalités
Indisponibilité des appareils suite à une panne	Sans délai	100 € HT / jour calendaire de retard supplémentaire
Remise d'un planning prévisionnel des visites de maintenance préventive	1 mois à compter de la date de notification du marché 15 jours à compter de la date de renouvellement	40 € HT par jour calendaire de retard
Planning de maintenance préventive	Si non respect	50 € HT par visite non effectuée durant le mois indiqué
Remise du rapport de visite préventive	Sous 5 jours après la visite	10 € HT par jour calendaire de retard
Délais d'intervention	Délais indiqué dans le CCTP	20 € HT par heure pleine de retard
Réalisation des réparations définitives	Dans la semaine ou selon le délai indiqué dans le bon de commande. Dans les 24 heures lorsqu'il s'agit d'une installation ayant trait à la sécurité	50 € HT / jour calendaire de retard
Remise des documents obligatoires suite à une intervention	Sous 5 jours après la visite	10 € HT par jour calendaire de retard

Par dérogation à l'article 14-1-3 du CCAG-FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 300 € HT.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, ou du bon de commande.

### **Prolongation des délais**

En cas d'impossibilité de respecter les délais prévus, le titulaire doit signaler à la CCI Martinique, par courriel confirmée par courrier, sans délai, dès qu'il en a connaissance, les causes échappant à sa responsabilité.

La CCI Martinique se réserve alors le droit d'accepter ou non cette demande dans un délai de 15 jours ouvrés.

Cette décision est notifiée par courriel au titulaire.

En cas de refus de la CCI Martinique, le titulaire doit remettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation, dans les délais indiqués. A défaut, la CCI Martinique se réserve le droit de faire application de pénalités de retard du présent CCAP et le cas échéant, de faire appel à un autre prestataire afin de faire exécuter la prestation.

Il est précisé aussi que les délais peuvent faire l'objet d'une modification de la part de la CCI Martinique. Le service gestionnaire informe, par courriel confirmée par courrier, le titulaire de



toutes les modifications relatives à la prolongation des délais. Dans ce cas, il n'est pas fait application des pénalités prévues au CCAP, pour dépassement du délai.

Dans tous les autres cas, le non-respect des délais par le titulaire entraîne l'application de l'article relatif aux pénalités de retard du présent C.C.A.P.

## **6 OPERATIONS DE VERIFICATIONS – DECISIONS APRES ADMISSION**

Les opérations de vérification des prestations de maintenance sont effectuées par le technicien chargé du suivi du contrat ou par son représentant.

Ces opérations qui ont pour but de constater la quantité et la qualité des prestations fournies par le titulaire (essais de fonctionnement, essais pour la vérification des résultats) ont lieu à l'occasion des interventions de maintenance ou indépendamment de celles-ci.

## **7 GARANTIE**

### **7.1 GARANTIE TECHNIQUE**

Les pièces et fournitures seront garanties pour une durée de 2 ans.

### **7.2 PROLONGATION DE LA GARANTIE TECHNIQUE**

Sans objet.

## **8 PRIX**

### **8.1 CONTENUE ET FORME DES PRIX**

Les prix du marché sont mixtes. Ils sont composés d'une :

- partie forfaitaire rémunérée selon les prix du DPGF
- partie variable pour les prestations complémentaires hors forfait. Ces prix sont traités à prix unitaires, sur la base des montant figurants au BPU et des devis du prestataire notamment au niveau des pièces à remplacer le cas échéant rémunérée . Un bon de commande sera établi.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

## 8.2 VARIATION DES PRIX

Les prix remis sont fermes pour la première année, ils seront révisés selon l'augmentation prévue ci-dessus présentée aux dates anniversaires (date de notification), et ce pour la période annuelle à suivre.

La formule de révision est la suivante :

$$P = [0,15 + (0,15 \times FSD1/FSD1o) + 0,70 ICHT-IME/ICHT-IMEo]P0$$

Où :

FSD2 = dernier indice connu de l'année en cours.

FSD2 o = indice de l'année de départ du contrat. (mois zéro)

ICHT-IME = dernier indice connu de l'année en cours.

ICHT-IMEo = indice de l'année de départ du contrat. (mois zéro)

P = prix de la prestation après révision des prix

Po = prix de base de la prestation

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire devra transmettre ses prix révisés à la CCI Martinique. Cette transmission doit intervenir au moins 30 jours avant la date de reconduction (avec le coefficient de révision appliqué et la valeur des indices retenus pour le calcul).

A défaut aucune révision de prix ne pourra être appliquée sur la nouvelle période. Les prix révisés sont considérés comme acceptés si la CCI Martinique n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

### Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 15.00 %.

## 9 CONDITIONS DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

### 9.1 MODALITES DE PAIEMENT

Les prestations forfaitaires seront réglées à terme échu trimestriels sur présentation de facture, après réalisation des vérifications préventives et correctives sur présentation des fiches d'interventions.

Le montant de chaque facture correspondra au prorata de la périodicité définie sur la durée totale du contrat.

Les prestations hors-forfait seront réglées après réalisation des prestations définies dans chaque bon de commande

## 9.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du bon de commande
- le numéro et la date du marché ou de l'éventuel avenant ;
- la prestation exécutée ;
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée
- le prix des prestations accessoires, le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

## 9.3 PAIEMENTS

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures doivent être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

La CCI Martinique est active sur Chorus PRO avec son numéro SIRET qui est 18972002200012.

## 9.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.2. du C.C.A.G, chaque membre d'un groupement solidaire perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

## 9.5 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le sous-traitant dont les conditions de paiement a été agréé adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 10 AVANCES

Une avance peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7,

R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18 du Code de la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance. Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du marché.

## **11 DELAI DE PAIEMENT**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

## **12 MODIFICATION DU MARCHE**

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par l'article 23 du CCAG FCS.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

➤ **Modification par voie d'avenants :**

Rectification d'une erreur matérielle dans la rédaction d'une pièce particulière du marché.

Ajouts ou modifications de prix unitaires.

Prolongation des délais d'exécution.

Poursuite de l'exécution ou prolongation de durée du marché

Gestion des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par le marché

➤ **Modification ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant :**

- Changement de coordonnées bancaires du titulaire

En cas de changement des coordonnées bancaires intervenant en cours d'exécution, l'entreprise est tenue d'en informer le pouvoir adjudicateur et de lui communiquer un nouveau RIB. Ce nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel.

- Changement d'adresse du titulaire

En cas de changement de localisation géographique, d'adresse de l'entreprise et de changement du numéro SIRET intervenant en cours d'exécution, l'entreprise est tenue de communiquer au pouvoir adjudicateur une attestation expliquant ce changement, et tout justificatif le cas échéant.

## 13 FORMATION

Sans objet.

## **14 UTILISATION DES RESULTATS – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Sans objet.

## **15 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

En application de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental.

Conformément à l'article 16-2 du CCAG FCS, ces conditions sont les suivantes :

- il est demandé au titulaire d'indiquer à la CCI Martinique le traitement et la valorisation des pièces usagées et nous transmettre le bordereau de suivi pour les déchets répertoriés.
- Le titulaire devra veiller au respect du traitement lors de la récupération des fluides frigorigènes

En cas de non-respect des obligations prévues au présent article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant de 30 € HT.

## **16 GESTION DES DECHETS**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à 30 € HT.

## **17 RESILIATION DU MARCHE**

Les clauses des articles 38 à 45 du C.C.A.G.FCS sont applicables avec les précisions suivantes :

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, l'indemnisation du titulaire est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5%.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

SKILLFOR maintenance climatisation CCAP

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire lorsque l'indisponibilité du matériel entretenu est constatée pendant trente (30) jours consécutifs.

## 18 REGLEMENT DES LITIGES

Il est fait application des dispositions de l'article 46 du C.C.A.G-FCS

En tout état de cause, le Tribunal Administratif de MARTINIQUE est seul compétent.

## 19 DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que le pouvoir adjudicateur lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 2 du Code des Marchés Publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : Contrat de maintenance des systèmes de climatisation et de ventilation de SKILLFOR CAMPUS  
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. »

## 20 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de **quinze (15) jours** courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **21 DEROGATION AU C.C.A.G**

Il est dérogé à l'article suivant ou aux articles suivants du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services. :

- L'article 6 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services
- L'article 6 déroge à l'article 14.1.3 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.1 du présent cahier déroge à l'article 28.1. du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du présent cahier déroge à l'article 33 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services
- L'article 10.3 du présent cahier déroge à l'article 12.1.2. du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services